

COMMUNIQUÉ

Fribourg, le 18 décembre 2020

La 2^e vague de coronavirus pèse sur l'économie fribourgeoise

La 2^e vague de coronavirus a eu un impact important sur l'économie fribourgeoise. Dans le sillage de la fermeture des restaurants, salles de spectacle et de sport intervenue début novembre, la marche des affaires s'est clairement détériorée entre la fin de l'été et le mois de décembre, en particulier dans le commerce et les secteurs mis à l'arrêt. Au niveau global, la dernière enquête de l'Observatoire CCIF de l'économie montre que les entreprises traversent néanmoins mieux ce deuxième pic de la pandémie que le premier, en dépit du nombre record de contaminations atteint dans le canton en novembre.

Début décembre, un tiers des 40 entreprises participantes à l'enquête menée du 30 novembre au 16 décembre 2020 par l'Observatoire CCIF de l'économie faisaient état d'une détérioration de leur marche des affaires par rapport à septembre. Seules 12% évoquaient une amélioration, le solde de 55% jugeant la situation inchangée. Au final, 30% des répondants pensaient finir l'année dans les chiffres rouges. Cette proportion demeure importante, mais elle est moins élevée qu'à la fin du printemps, lorsque presque une entreprise sur deux craignait de terminer l'année sur des pertes.

Cette amélioration de la situation globale sur le plan de la rentabilité s'explique par la faculté d'adaptation des entreprises: 65% des répondants expliquent ainsi avoir modifié leur stratégie commerciale cette année. Les méthodes varient selon les entreprises, mais elles sont passées par des batteries de mesures: lancement de nouveaux produits, diversifications, innovation, prospection de nouveaux marchés ou encore réorganisations internes. D'autres entreprises se sont recentrées sur leurs compétences de base tandis que digitalisation s'est accélérée pratiquement partout. Et pas uniquement en matière de télétravail: les participants à l'enquête ont aussi développé leur marketing en matière de e-commerce, modifié leur communication avec tous leurs partenaires en basculant largement sur le numérique.

Au final, début décembre, 13% des participants à l'enquête restaient inquiets pour la survie de leur entreprise. Ce taux est en recul par rapport aux mois de mai et juin, où il se situait à 22%. S'il a reculé, il met surtout en lumière une économie qui se scinde de plus en plus en deux parties: d'un côté, les sociétés qui ont pu s'assurer la poursuite de l'activité avec de nouvelles normes sanitaires,

toujours plus strictes au fil des mois; de l'autre, des sociétés confrontées à des interdictions d'exercer (restaurants, salles de sport, divertissement et commerces, au printemps) ou à un effondrement de la clientèle (hôtellerie, tourisme en général, voyagistes, autocaristes, événementiel). Ce pan d'entreprises à l'arrêt représente des milliers d'emplois (12'000 uniquement dans la restauration), avec des risques de faillites en cascade.

Résultats, 58% des membres de l'Observatoire CCIF qui ont participé à l'enquête estiment que les aides fédérales et cantonales sont adéquates, mais nécessitent des améliorations, tout particulièrement pour les cas de rigueur. A ces 58% s'ajoutent 12% de sondés demandant des adaptations majeures. Parmi les demandes les plus fréquentes, l'élargissement du cercle des entreprises éligibles à des aides à fonds perdu arrive au premier plan, tout comme l'octroi de montants plus substantiels, qui tiennent compte de la saisonnalité des revenus des entreprises. Mais certaines entreprises souhaitent également davantage d'efforts généraux pour soutenir la consommation, l'investissement et la formation. 45% des répondants souhaitent par ailleurs un deuxième programme de crédits Covid-19.

Sur le plan des mesures sanitaires, 60% des entreprises répondantes disent que les quarantaines touchant leur personnel sont problématiques, mais gérables jusque-là. Près d'une entreprise sur cinq (17%) a toutefois été régulièrement entravée dans son fonctionnement. L'une des solutions pour contrer ce problème pourrait passer par une augmentation des tests de dépistage du virus, qui sont sollicités par 82% des répondants.

En matière de RHT, 28% des entreprises sondées recouraient au chômage partiel début décembre. 28% avaient dû accroître la part des effectifs mis à l'arrêt, mais 36% avaient diminué cette part. Pour les entreprises qui comptaient du personnel en RHT, 55% indiquaient que la réduction du travail était de l'ordre de 10 à 30%.

Contacts

Chantal Robin | directrice | 079 633 79 53

Philippe Gumy | conseiller économique | 078 739 53 83

Source: Observatoire CCIF de l'économie fribourgeoise. Données basées sur un sondage en ligne réalisé auprès de 40 entreprises (75 questionnaires envoyés). L'enquête a eu lieu du 30 novembre au 7 décembre 2020.



